

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13 - FAX. (1) 43.31.19.83

Hebdomadaire - n° 1859 - 17 mars 1994 - 5 F

D 1859 MEXIQUE : LE CHIAPAS. PSYCHODRAME NATIONAL

Le soulèvement armé du "Comité clandestin révolutionnaire indien - Armée zapatiste de libération nationale" du Chiapas, le 1er janvier 1994 (cf. DIAL D 1842), a déclenché une onde de choc considérable dans le pays. Pendant des semaines, une grande partie de la presse nationale n'a pratiquement parlé à longueur de pages que de cette affaire.

Un étonnant climat psychologique et politique a présidé à la période allant du cessez-le-feu gouvernemental du 12 janvier à l'ouverture des négociations le 22 février suivant. La description en est faite dans le document que nous publions ci-dessous.

Le 22 février voyait s'ouvrir, dans la cathédrale de San Cristóbal de Las Casas, les négociations entre les quinze délégués du Comité clandestin révolutionnaire indien et le commissaire du gouvernement, Manuel Camacho Solís, avec la médiation de Mgr Samuel Ruiz García. Les premières négociations prenaient fin le 2 mars 1994. Nous y reviendrons.

Note DIAL

AVANT LA NÉGOCIATION AVEC LE MOUVEMENT ZAPATISTE LE MEXIQUE EST DÉJÀ UN AUTRE PAYS

par André Aubry

(Intertitres de DIAL)

Le vol des escadrilles, au lever du jour, supplante le bruit familier des bêtes ou du réveil des oiseaux. Un mois après le cessez-le-feu, la mort continue à planer: elle recouvre les bruissements de la vie, elle confirme que la pression militaire n'en finit pas de retarder l'ouverture de la première ronde de négociations, elle justifie les infinies précautions de l'Armée zapatiste de libération nationale (AZLN), et elle irrite les deux cent quatre-vingt-deux journalistes accrédités, qui ne savent plus comment leur directeur autorisera encore une nouvelle semaine d'hôtel sans note de presse.

Cette attente nerveuse, ce calme trop pesant, ce silence lourd n'est interrompu que par des communiqués de l'AZLN qui tombent quand la clandestinité le permet; ils manifestent à la fois son acceptation de la négociation, et son constat qu'elle est entravée par des mesures concrètes qui n'en créent pas les conditions.

D 1859-1/4

(La préparation de l'offensive du 1er janvier)

A la veille de l'ouverture sans cesse remise des "Journées pour la Réconciliation et la Paix", cette inquiétante temporisation révèle deux évaluations opposées du conflit armé du Chiapas. Pour le président Salinas, "on est sur la bonne voie, celle du dialogue et de la concertation", selon les options de son gouvernement "pour résoudre un problème local, restreint et sous contrôle", qui n'affecte qu'une partie de la population du Chiapas. Pour le flot de journalistes - nationaux, de province et de l'étranger - c'est l'excitation comme s'il s'agissait d'un sommet mondial, et la conscience obvie que l'avenir du pays, et peut-être celui des pays du Sud, en est le véritable enjeu. En réalité, si aucune nouvelle ne mérite un autre titre de première page dans les journaux de l'étranger, la nouveauté est qu'il se tisse un nouveau climat.

L'AZLN accepte progressivement les suggestions du négociateur Camacho pour créer les conditions d'un véritable dialogue: aucune sélection dans la presse (sauf l'exclusion de Televisa "qui n'a pas besoin d'être témoin des négociations puisque cette entreprise invente ses nouvelles"); libération de l'ex-gouverneur du Chiapas (1982-1988), le général en retraite et terrateniente Absalon Castellanos; création de zones franches à libre circulation sans armes. L'AZLN a aussi ajouté ses propres gestes pour afficher ses bonnes dispositions: suppression de l'impôt de guerre dans les zones occupées; et invitation de délégués des partis qui présentent un candidat aux élections présidentielles. D'autres communiqués, rédigés bien avant mais qui arrivent en retard, illustrant le projet et le style des zapatistes, mettent en évidence la société paysanne alternative qu'ils vivent déjà. Par exemple, on apprend que l'option de la lutte armée a fait l'objet de longs débats dans les villages, qu'un référendum, hameau par hameau, a été réalisé pour savoir s'il y avait consensus pour estimer que la lutte de la société civile était désormais sans issue réelle; que l'AZLN n'a aucune indépendance mais qu'elle est soumise aux Comités clandestins révolutionnaires indigènes (CCRI) qui ont seuls la décision; que ceux-ci sont formés de délégués qui ont un mandat, susceptible de nouvelle élection en cas d'irresponsabilité (pour indiscipline, abus d'autorité ou pour outrepasser leurs compétences); qu'ils ont été consultés sur l'opportunité de la négociation; qu'ils ont interrogé leurs bases à leur tour; que deux délégués par comité ont été mandatés pour la négociation; et qu'il existe des secteurs réservés où ils n'ont pas le pouvoir de décider sans aviser leurs bases, mais d'autres où la liberté de manoeuvre leur est acquise d'avance.

Dans le même temps, le discours présidentiel de la négociation occultait des faits inquiétants: augmentation croissante des effectifs de l'armée au Chiapas et encerclement militaire de ceux que le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) continue à appeler "rebelle" et la défense "transgresseurs de la loi"; complicité de celle-ci avec les troupes illégales de *pistoleros* solidement armés des gros éleveurs; violations de la Convention de Genève sur les belligérants et ingérence de l'armée dans la répartition des bénéfices de *Solidaridad*, de style guatémaltèque; multiplication des évidences de la chasse aux sorcières (menaces de mort aux journalistes, au négociateur, au médiateur, perquisitions d'agences de presse, y compris celle de l'épiscopat); provocations du pouvoir (manifestations xénophobes - incluant les Mexicains non chiapanèques de naissance - télécommandées par les autorités municipales du PRI); déclaration du syndicat paysan officialiste, la CNC, pour préciser que la révision de la récente réforme de l'art. 27 (sur la tenure de la terre)¹ n'est pas négociable (...).

(Solidarité avec l'AZLN)

Dans ce climat où le système s'empêtre, le pays a choisi. Les vétérans de la Révolution de 1910, tous nonagénaires, ont sorti leurs fusils, astiqués tous les jours depuis la mort de Zapata, en disant aux journalistes de Radio Nederland International: "Qu'ils fassent un détour par ici (les néozapatistes), ça pourrait leur servir". Le médiateur, l'évêque de San Cristóbal, Mgr Samuel Ruiz García, reçoit de tout le pays des

¹ Cf. DIAL D 1724 (NdE)

messages de solidarité zapatiste qu'on le charge de transmettre tantôt au président Salinas, tantôt à l'AZLN. Deux d'entre eux sont significatifs parce qu'ils débordent les milieux paysans indigènes, et un autre par le nombre des sollicitants: une large alliance paysans-grands fermiers-négociants du Soconusco (au sud du Chiapas); le groupe rural de propriétaires terriens El Barzón qui regroupe des fermiers de quatorze États du Mexique, et qui propose de verser en nature aux zones du conflit ce qu'ils doivent au fisc et aux banques de crédit, soit la récolte de 400 hectares pendant cinq ans, en signe de rejet de la politique agricole de Salinas et en appui au mouvement zapatiste; et deux mille coupeurs de canne à sucre du Michoacán qui offrent leur force de combat aux zapatistes. Un beau message d'une confédération de peuples indigènes de l'État du Guerrero (celui d'Acapulco) a été salué par un communiqué de l'AZLN.

Partout, y compris à San Cristóbal et à Mexico, il y a presque tous les jours des manifestations d'appui, des forums, des prises de parole, ce qui aurait semblé du roman fiction il y a seulement trois mois. Les grands journaux du district fédéral et ceux de la province (en particulier Tabasco, Puebla et les États du Nord) consacrent un tiers, voire la moitié de leurs éditions quotidiennes au Chiapas. Soixante-dix ONG, du pays et de l'étranger, ont annoncé leur présence à San Cristóbal, en réponse à l'appel de l'AZLN pour former une "ceinture de sécurité" autour des journées de négociation afin d'assurer la protection physique des protagonistes, éviter les infiltrations ou les provocations. Deux grandes organisations nationales, la CNPA (Coordinadora nacional Plan de Ayala) et la CNPI (Coordinadora Nacional de Pueblos Indígenas) ont déclaré leur alliance avec les zapatistes.

Le Chiapas, lui aussi, a fait ses choix. Dès le début du conflit, cent quarante organisations paysannes, d'abord hostiles à la voie armée, ont exigé la reconnaissance de l'AZLN comme force politique; par la suite elles ont affirmé que les dix points des zapatistes étaient aussi leur programme, et dénoncé les exactions de l'armée fédérale. Après la nomination du nouveau gouverneur (non élu) Javier López Moreno, qui répète le style des temps révolus, les chiapanèques prennent leurs affaires en main en court-circuitant le pouvoir: 20% des cent-dix communes de l'État sont mobilisées pour déposer leurs maires et conseils municipaux, et six d'entre elles les ont déjà destitués et remplacés sans autre forme de procès. A Bachajón (tzeltal) et Simojovel (Tzotzil), les paysans appliquent eux-mêmes l'art. 27 dans son texte de 1917 (d'avant la récente réforme constitutionnelle), retirent les terres aux propriétés qui ont fait l'objet d'une résolution présidentielle jamais exécutée, les mesurent eux-mêmes et les répartissent aux ayant droit.

Cet éventail de faits inattendus montre qu'avant le démarrage des négociations, le Mexique est déjà un autre pays. Digérée la surprise du 1er janvier, les positions de l'AZLN convainquent et représentent une alternative démocratique réelle, déjà essayée sur le terrain, et chaque jour plus contagieuse. Peu à peu on prend conscience de ce que le mouvement armé est moins disposé à la violence que prêt à mourir au combat plutôt que de renoncer à son projet de société. Le pays est clairement divisé en deux camps: celui d'hier, des tenants du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), qui se donne - là est la grande nouveauté - la liberté savourée de rejeter l'autre camp sans que le pouvoir n'ose intervenir autrement que par "la guerre sale", dont les mécanismes louches accentuent et amplifient les positions des opposants. Le Chiapas du nouveau gouverneur non élu vit dans la débâcle - qui inclut le banditisme endémique - parce qu'en réalité il n'y a plus d'autorité: ni politique, ni municipale, ni agraire. Ce qui ne peut durer.

Un nouveau pays

Quand la voie de la négociation fut ouverte par l'État mexicain, et acceptée par l'AZLN, j'ai cru qu'elle ne serait qu'une tribune des insurgés, adressée à l'opinion publique (pour le réveil de la "société civile") par dessus la tête du négociateur Camacho Solís (nommé par le président "illégitime"), une espèce de révélation au grand jour de ce qu'elle est, de ses hommes et de ses positions. En somme un grand forum

médiatique pour dénoncer la situation créée par le régime, exposer ses problèmes et proposer ses alternatives, dont le seul résultat concret aurait été la reconnaissance du mouvement armé comme interlocuteur. Mais, depuis quinze jours, il semble que l'évolution de l'opinion (locale, nationale et celle de la presse étrangère), la savante stratégie du négociateur Camacho Solis (en suscitant des actions qui créent les conditions du dialogue), la discipline et l'éthique des insurgés, ont amorcé un nouveau processus, celui d'une paix négociée (et encore armée) et de la construction (lente, appelant de nouvelles sessions) d'un nouveau pays. Bien au-delà de la revendication virtuellement acquise des dix points de la *Declaración de la Selva*, ce qui est en jeu, c'est le désir impérieux de démocratie et son apprentissage graduel.

Si j'ai raison, cela signifie qu'entre mars et août 1993, nous avons vu se fermer un cycle: celui des guérillas latino-américaines, dont celle-ci est la dernière. Mais, depuis le 1er janvier 1994, nous sommes en train d'assister à la première révolution du XXIe siècle, en laquelle la discipline, la méthode, la vision ou projection des insurgés forgent une nouvelle société. Prophétiquement, l'évêque de San Cristóbal (qui est aujourd'hui le médiateur) commençait à le prévoir au début du mois de novembre 1993, au plus fort de la crise qui l'opposait au nonce: "*Ce qui est en jeu, disait-il alors, ce n'est pas ma personne ni mon activité pastorale, mais la réalité du Chiapas parce que, désormais, la lutte pour la démocratie passe par le Chiapas*". Le 30 janvier, dans son homélie dominicale prononcée devant les projecteurs de plusieurs télévisions mondiales, il ajoutait que "*le nouveau pays en construction*" aurait aussi un impact sur la nécessaire démocratisation de l'Église. Effectivement, depuis janvier, rien n'est resté indemne au Mexique, parce que le pays, ses problèmes ruraux et indigènes, sa presse et même les Églises sont traversés, dans le désir ou l'imaginaire collectifs et la volonté pratique, par une remodelisation créatrice. (Chronique arrêtée le 12 février 1994)

(Diffusion DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 395 F - Étranger 440 F - Avion Amérique latine 500 F - USA-Canada-Afrique 490 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441